

Le Monde 7.11.97 P.1

# L'autre Europe de Tony Blair

● « L'Europe doit changer », explique au « Monde » le premier ministre britannique ● « Ses institutions perdent beaucoup de temps, son chômage est trop élevé, elle ne fonctionne pas au bénéfice des gens » ● Il souhaite faire de la Grande-Bretagne « un acteur dominant » de l'Union

DANS UN ENTRETIEN exclusif qu'il a accordé au *Monde*, à la veille de l'ouverture du sommet franco-britannique qui se tient, jeudi 6 et vendredi 7 novembre à Londres, le premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, souligne que « l'intérêt de la Grande-Bretagne est de faire partie de l'Europe et d'en être un acteur dominant ». Il explique toutefois qu'une réforme de l'Europe s'impose.

A ses yeux, l'Union ne fonctionne pas actuellement « au bénéfice des gens ». « Ses institutions, dit-il, perdent beaucoup de temps ; elle ne crée pas assez d'emplois, son chômage est trop élevé. » Il désire une Europe « qui corresponde mieux à ce que les gens souhaitent ». Mais ces réformes qu'il appelle de ses vœux, il veut que la Grande-Bretagne les présente « d'un point de vue pro-européen plutôt qu'anti-européen ».

M. Blair rappelle également que son gouvernement, qui exercera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998,



et pour six mois, la présidence de l'Union européenne, souhaite ardemment la réussite du lancement de l'euro. Mais, explique-t-il, la Grande-Bretagne ne fera pas partie de la première vague des pays participants parce que « le cycle économique britannique n'est pas le même que celui de la France ou de l'Allemagne ».

Jacques Chirac et Lionel Jospin, accompagné de cinq de ses ministres, sont arrivés jeudi à Londres pour participer aux travaux de ce sommet au cours duquel les deux délégations évoqueront notamment la préparation du Conseil européen extraordinaire sur l'emploi, les 20 et 21 novembre à Luxembourg, ainsi que la coopération militaire bilatérale et le dossier Eurotunnel.

Les Britanniques paraissent décidés à parler du conflit des routiers français, qui a considérablement gêné les compagnies de transport d'outre-Manche.

## INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 7 NOVEMBRE 1997

**SOMMET** Le président Jacques Chirac et le chef du gouvernement, Lionel Jospin, accompagné de cinq de ses ministres, sont arrivés, jeudi 6 novembre, à Londres, pour participer

au sommet franco-britannique. Les discussions porteront, pendant deux jours, notamment sur la préparation du Conseil européen extraordinaire sur l'emploi et l'avenir d'Eurotunnel.

● LA COOPÉRATION militaire sera également abordée en marge du sommet. Le ministre de la défense, Alain Richard, et son homologue britannique, George Robertson, signe-

ront, vendredi, un accord de coopération entre les armées de terre des deux pays. ● LE PREMIER ministre britannique, Tony Blair, dans un entretien exclusif accordé au *Monde*,

souligne que la Grande-Bretagne veut réellement faire partie de l'Europe, mais aussi en favoriser des changements. Il souhaite une Europe « plus proche des gens ».

## Paris et Londres confrontent leurs approches différentes de l'Europe

Les entretiens franco-britanniques qui se tiennent, jeudi 6 et vendredi 7 novembre, dans la capitale du Royaume-Uni, devraient permettre aux deux pays de constater leurs divergences tant sur le terrain de la lutte contre le chômage que sur celui des conditions de l'élargissement de l'Union

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Préparation du sommet européen extraordinaire sur l'emploi qui doit se tenir à la mi-novembre à Luxembourg : état des lieux sur la question de l'élargissement de l'Union avant le conseil européen du début décembre dans la même ville ; discussions, enfin sur des dossiers bilatéraux tels qu'Eurotunnel et la coopération militaire entre les deux pays : les rencontres franco-britanniques au sommet ont beau relever de la routine, le menu de celle qui a lieu, jeudi 6 et

vendredi 7 novembre, à Londres n'en est pas moins fourni.

L'agenda européen domine non seulement du fait de la proximité des deux conseils de Luxembourg, mais aussi parce que la Grande-Bretagne assurera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, la présidence de l'Union. Elle assumera cette charge pour six mois, qui vont compter plus que d'autres dans l'histoire de l'Europe puisqu'ils verront, au printemps, le début de la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM). On en est bien conscient à

Londres, où le gouvernement de Tony Blair entend dire à ses interlocuteurs français que la présidence britannique fera tout ce qu'il faut pour assurer le bon démarrage de l'euro.

### UN DOUBLE MESSAGE

Comme le confirme l'entretien que le premier ministre a accordé au *Monde*, la tonalité de l'équipe blairiste est plus pro-européenne que celle d'aucun gouvernement britannique depuis bien longtemps. Le message est double : la Grande-Bretagne de Tony Blair

veut tenir toute sa place dans l'Union ; mais elle entend aussi changer, de l'intérieur, le profil de l'Europe. Au conseil de la mi-novembre, M. Blair redira sa conviction de la nécessité d'une plus grande « flexibilité » des marchés du travail dans l'Union.

A Paris, les porte-parole officiels reconnaissent qu'il y a une différence d'approche entre les deux pays sur ce sujet : la France, dit-on, accorde une plus grande place « au rôle de l'Etat », notamment pour favoriser le « dialogue social ». De « dialogue social », il se-

ra d'ailleurs question à Londres, où les Britanniques sont bien décidés à parler du conflit des routiers en France.

Le sujet de l'élargissement de l'Union présente moins d'aspérités. Les deux pays ont des conceptions assez proches sur ce que doit être ce « processus global, continu et évolutif » d'élargissement de l'Union – même si Londres insiste davantage que Paris sur l'urgence réforme de la politique agricole commune (PAC) qu'il suppose.

Jacques Chirac – qui devait dîner jeudi soir avec Tony Blair – se

rend à Londres accompagné de Lionel Jospin et de cinq de ses ministres : MM. Hubert Védrine (affaires étrangères), Dominique Strauss-Kahn (économie et finances), Alain Richard (défense), Jean-Claude Gaysot (équipement et transports), Pierre Moscovici (affaires européennes).

Le chapitre bilatéral du sommet devrait dresser un bilan positif de la coopération militaire et traiter d'un différend croissant au sujet de la gestion d'Eurotunnel.

Al. Fr.



Tony Blair, premier ministre travailliste britannique

# « Notre intérêt est de faire partie de l'Europe et d'en être un acteur dominant »

## LONDRES

de nos envieux spéciaux

« L'humeur de la Grande-Bretagne a beaucoup changé. Elle nous paraît à l'optimisme. Cette part prend l'économie dans cet optimisme retrouvé et quelle part y prenez-vous vous-même ?

« Un nouvel esprit d'optimisme souffle sur la Grande-Bretagne. Nous nous sentons à l'aise avec la place que nous occupons dans le monde d'aujourd'hui et nous sommes confiants dans notre avenir. C'est en partie parce que nous croyons que, si nous effectuons les changements nécessaires, notre économie sera l'une des plus créatives au monde. C'est aussi parce que nous assistons à l'arrivée d'une nouvelle génération aux leviers de pouvoir. C'est, enfin, parce que nous voyons clairement notre rôle international.

« Ce qui est fascinant, c'est que la Grande-Bretagne est au premier plan dans les domaines du design, des industries créatives, de la technologie. Notre image, qui a longtemps été celle des chapeaux melon et des complet rayés, vieux jeu, a été remplacée par une image plus dynamique, ouverte et prospective. Je suis fier du passé de mon pays, mais je ne veux pas vivre dans le passé.

« N'êtes-vous pas aussi le représentant d'une nouvelle façon de faire de la politique, d'un nouveau type d'homme politique ?

« Nous avons besoin d'un type différent de politique. La lutte idéologique entre "capitalisme" et "socialisme", qui a marqué le XX<sup>e</sup> siècle, est dépassée. Tout comme le modèle de ces gouvernements qui arrivaient au pouvoir avec un programme qu'ils entendaient appliquer, qu'il marche ou non. Mais cela ne veut pas dire que l'idéalisme soit fini. Je parle parfois d'une politique qui dépasse les idéologies, mais pas l'idéalisme.

« Cela veut-il dire que vous n'avez pas eu et que vous n'avez toujours pas de modèle en politique ?

« Au contraire, je crois que la politique de centre gauche doit être fondée sur des valeurs. Il existe deux philosophies politiques, l'une basée sur un intérêt personnel égoïste, l'autre sur un intérêt plus communautaire. C'est à cette dernière que je me raccroche et mes héros sont Attlee, Lloyd George ou Keynes. Je partage leurs valeurs mais je pense que, si la grande refonte du centre et du centre gauche doit s'inspirer des valeurs de notre histoire, elle doit aussi se débarrasser d'une stupide idéologie. Les jours de la production de masse sont passés : nous vivons dans un marché extrêmement compétitif. Le meilleur moyen d'être juste envers les gens, c'est de les rendre aptes à l'emploi.

« C'est la raison pour laquelle vous faites de l'éducation votre priorité ?

« L'éducation est la force libératrice d'aujourd'hui si nous voulons être compétitifs. Dans un monde où capitaux et technologies sont mobiles, la seule manière d'être compétitif est fondée sur l'intelligence et les compétences. C'est

pourquoi je dis que l'éducation représente la justice sociale d'aujourd'hui.

« Dans nos sociétés, il y a un nombre de plus en plus grand d'exclus. Il nous semble que vous avez introduit une rupture avec les visions habituelles de la gauche dans l'attitude à l'égard des exclus. En France, on continue à croire en des systèmes d'assis-



TONY BLAIR

...ance ; il nous semble que vous allez ailleurs. Comment lutter contre la pauvreté avec autre chose que l'assistanat ?

« Notre priorité est d'éradiquer l'exclusion sociale, non pas en augmentant les allocations pour garder les « exclus » sans emploi mais en les encourageant à travailler et à se former. Ceux qui financent avec leurs impôts l'assistance estiment que droits et responsabilités vont de pair. Nous avons débloqué 3,5 milliards de livres pour remettre au travail les chômeurs, surtout les jeunes, ou les mères célibataires. Nous devons transformer le système éducatif dans nos banlieues défavorisées où se développe toute une culture de drogue, de criminalité, d'instabilité familiale, de chômage dans des foyers qui ne sont plus toujours des foyers.

« Est-ce que l'on n'aboutit pas à un système très autoritaire quand l'Etat agit à un jeune chômeur : ou bien vous prenez le job ou la formation qu'on vous propose ou vous perdez vos indemnités de chômage ?

« Je ne trouve pas cela "autoritaire" de dire à un jeune sans travail (et qui bénéficie d'une aide de

l'Etat) : nous allons vous donner une formation de bon niveau ou emploi dans le secteur privé, avec vraie possibilité d'avancement. Mais la société est alors parfaitement en droit de lui dire qu'il a, en échange de ce service que lui rend l'Etat, des obligations. Les jeunes ne le contestent d'ailleurs pas. Je ne crois pas que, dans une société moderne, on trouverait un consensus pour que les contribuables financent ces services là - formation, recherche d'un emploi ou aide sociale aux chômeurs - sans que les gens qui en bénéficient aient à leur tour des obligations.

« C'est une approche différente de celle du gouvernement français, qui crée des emplois dans le secteur public pour les jeunes au chômage ?

« Je n'ai pas de commentaire à formuler sur ce que fait le gouvernement français. Il met en œuvre un programme qu'il a très prudemment élaboré. Pour notre part, nous faisons le bilan des années 80, de ce qu'elles ont apporté de bon et de mauvais. Le bon, ici, ce fut un marché du travail plus flexible, qui encourage les entrepreneurs et qui a favorisé le développement des entreprises. Le mauvais, le négatif, ce fut l'indifférence à une exclusion sociale croissante, l'inaction devant ce phénomène, l'incapacité à réformer l'Etat-providence et à adapter le système éducatif quand on ne l'a pas endommagé. Nous voulons garder ce qui a marché - la flexibilité du marché du travail - et corriger ce qui ne marche pas. C'est aussi simple que cela.

« Vous dirigez le gouvernement britannique le plus pro-européen depuis celui d'Edward Heath. Mais votre opinion paraît largement eurosceptique. Vous sentez-vous les moyens, la volonté de changer l'Etat d'esprit des Britanniques à l'égard de l'Europe ?

« Il y a deux choses qu'il ne faut pas mélanger. Il y a le sentiment anti-européen qui s'est malheureusement emparé du Parti conservateur : nous voulons en venir à bout, parce que ce sentiment est erroné et contraire aux intérêts de la Grande-Bretagne. Notre intérêt est de faire

partie de l'Europe et d'en être un acteur dominant. Il y a ensuite un sentiment qui concerne spécifiquement l'Union monétaire. C'est un fait que le cycle économique britannique n'est pas le même que celui de la France ou de l'Allemagne. Vous êtes au bas du vôtre, de la courbe de reprise ; nous au sommet du nôtre. Si nous tentions aujourd'hui de brutalement faire converger nos économies au sein d'une union monétaire, cela ne marcherait pas. Nous soutenons le principe d'une monnaie unique pour un marché unique.

## « Le défi qui nous est posé, c'est de rendre les gens plus aptes à l'emploi et non pas à l'économie plus rigide »

« Pour que l'euro marche, il faut que soient réunies les conditions économiques nécessaires : cela pourra être le cas pour un certain nombre de membres de l'UE, qui seront dans l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 1999 ; mais ce ne sera pas le cas pour nous. C'est pourquoi nous avons dit : nous voulons faire partie d'une monnaie unique qui réussit ; nous aurons une attitude absolument constructive pour lui permettre de démarrer ; mais, pour la Grande-Bretagne, nous devons procéder avec prudence car notre économie est plus lente au cycle américain.

« Il existe un autre facteur important. Je crois passionnément à une réforme de l'Europe. Celle-ci ne fonctionne pas actuellement au bénéfice des gens. Ses institutions perdent beaucoup de temps ; son taux de chômage est trop élevé. Nous ne créons pas assez d'emplois, nous ne stimulons pas assez les entreprises et nous devons apprendre à mieux coopérer ensemble. J'ai l'intention de défendre fermement la cause de l'engagement britannique en Europe. Pour le reste, il importe

que les hommes politiques qui se soucient véritablement de l'Europe soient prêts à effectuer les changements nécessaires pour que celle-ci corresponde mieux à ce que les gens souhaitent.

« Ne craignez-vous pas de nourrir le soupçon qui persiste constamment sur la Grande-Bretagne, quel que soit son gouvernement, de vouloir entrer en Europe pour la défaire ?

« Pendant ces deux dernières décennies, nous avons eu des gouvernements tout à fait antieuropéens. Et, ces six dernières années, il a été totalement paralysé par ses divisions intestines. Nous, nous avons clairement rompu avec ce passé. Nous ne voyons aucun obstacle constitutionnel à ce que la Grande-Bretagne fasse partie de l'UEM ; nous devons nous y préparer dès maintenant pour être à même, si nous le voulons, d'y adhérer dès après les prochaines élections. C'est une avancée spectaculaire. La Grande-Bretagne n'est plus à la traîne.

« J'ai voté en faveur du Marché commun au référendum de 1975 ; je me suis battu pour changer la politique européenne du Labour. Je fais partie de ma génération. J'ai vécu et travaillé un peu en France. Je me sens chez moi en Europe. Je l'aime, l'Europe. Je veux que la Grande-Bretagne en fasse partie. Je pense que cela fait partie de notre destin. Je pense que nous ne devons jamais nous trouver dans une situation dans laquelle nous serons accusés d'être antieuropéens parce que nous critiquons la situation dans laquelle l'Europe se trouve. L'Europe doit changer. Si elle ne le fait pas, de graves problèmes nous attendent. Mais je voudrais que la Grande-Bretagne présente cette position d'un point de vue pro-européen plutôt qu'antieuropéen.

« Sur des sujets comme la flexibilité du marché du travail, la dérégulation, vous vous sentez plus proche du chancelier Helmut Kohl que de Lionel Jospin ?

« Non, je ne dirais pas cela, je dirais qu'il y a des chemins différents. Je crois qu'on peut tous se mettre d'accord sur l'objectif d'"employa-

bilité", le fait de rendre les gens aptes à l'emploi. Ce qui est important, c'est qu'il y ait un minimum de règles communes en matière de protection sociale, mais qu'il n'y ait plus les rigidités qui empêchent l'économie de bien fonctionner. J'insiste sur la nécessité de bien mesurer quel point le monde du travail est différent de ce qu'il était hier. Et qu'il se transformera encore davantage à l'avenir. La technologie va le transformer. La globalisation des échanges va le transformer. Fort probablement, mes enfants ne seront pas employés dans de grandes entreprises. Les jeunes Britanniques plus entrepreneurs créent leur propre entreprise. Il y aura des gens qui travailleront à domicile, des horaires de travail différents.

« Que ce soit en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, nous allons vivre dans un monde où les gens devront s'adapter constamment ; chacun choisira ses réponses pour ce faire. Le problème n'est pas de savoir si je pense que le gouvernement de l'Allemagne ou celui de la France doit faire ceci ou cela. Encore une fois, chacun trouvera son chemin. Mais ce sur quoi nous peut se mettre d'accord, c'est sur le défi fondamental qui nous est posé : assurer l'aptitude à l'emploi, rendre les gens plus aptes à l'emploi et non pas à l'économie plus rigide.

« La Grande-Bretagne ne rentre pas dans l'espace Schengen. Est-ce parce qu'elle juge que nous ne menons pas une politique assez stricte en matière d'immigration ?

« Si nous voulons continuer nous-mêmes à contrôler nos frontières, c'est simplement parce que la Grande-Bretagne est une nation-île. Vous dites que, dans les pays de l'espace Schengen, les gens se sentent chez eux, en Europe, d'un pays à l'autre. Laissez-moi vous dire que les Britanniques voyagent constamment en Europe. Je crois que ce serait une erreur grave de croire que la majorité de la population britannique est eurosceptique. Elle ne l'est pas. Nous ne le sommes pas. Les Britanniques peuvent avoir des doutes sur tel ou tel aspect du fonctionnement de l'Union, par exemple la manière dont opère parfois la Commission ; mais j'imagine que c'est aussi le cas dans d'autres pays de l'UE. L'opinion publique, ici, veut que la Grande-Bretagne soit partie prenante dans la construction européenne ; mais elle veut une Europe qui soit sérieuse, tournée vers l'avenir.

« Vos relations avec Lionel Jospin semblent avoir été un peu difficiles au début... Certains travaillistes ont jugé les socialistes français "ringards". Il y avait comme un gêne entre vous... ?

(Le premier ministre choisit alors de répondre en français.)

« Non, moi je n'étais pas "gêné" du tout avec lui ou les autres. Moi, j'admire Lionel Jospin, beaucoup. Je crois que c'est un homme intelligent, intégré, et j'ai des relations très chaleureuses avec lui et aussi, bien sûr, avec votre président... »

Propos recueillis par Jean-Marie Colombani, Patrice de Beer et Alain Frachon

Jacques Isnard

## Les armées de terre des deux pays sont invitées à coopérer

LA FRANCE et la Grande-Bretagne signeront, vendredi 7 novembre, en marge du sommet de Londres, un accord de coopération entre leurs deux armées de terre. Il s'agit d'une lettre d'intention que signeront, sur la base de Woolwich, dans le sud de la capitale, Alain Richard et George Robertson, les deux ministres de la défense concernés, et qui viendra compléter une coopération déjà engagée entre les marines de guerre et les armées de l'air des deux pays. C'est aussi la concrétisation du fait que les deux armées de terre ont appris à travailler ensemble au fil de leurs actions conjointes en Bosnie.

Sont notamment prévus des visites croisées de personnels, des exercices communs et des échanges d'informations sur les

questions liées au recrutement et à la gestion des effectifs, dans la mesure où la France s'est lancée dans la mise sur pied d'une armée professionnelle et qu'elle a tout intérêt à s'imprégner de l'expérience acquise de longue date par une Grande-Bretagne attachée - hormis les périodes des deux guerres mondiales - à une armée de métier reposant sur le seul volontariat.

« Outre-Manche, en effet, les armées endurent actuellement une crise de sous-effectifs que ne parvient pas à surmonter l'appel à une féminisation du recrutement. Il manque environ 5 000 volontaires dans la seule armée de terre. Le gouvernement travailliste a donc engagé une vaste campagne de promotion destinée à incorporer des engagés venus de tous les milieux sociaux, y compris les sans-

domicile-fixe et les chômeurs. Il tente d'intéresser les femmes à une carrière militaire - on en recense à ce jour quelque 15 200, soit 7,2 % des effectifs globaux - qui leur sera plus largement ouverte à compter d'avril 1998 sans, pour autant, leur offrir encore la possibilité de combattre en première ligne.

« INTEROPÉRABILITÉ » En Bosnie, depuis 1992, les armées de terre britannique et française, quel qu'ait été le statut (ONU ou OTAN) sous lequel elles ont manœuvré, se sont employées à obtenir une « interopérabilité », sur le terrain, de leur organisation et de leur équipement. Elles sont les seules en Europe à chercher à avoir une capacité permanente de « projection » des forces, l'Allemagne commençant de se familia-

riser avec ce concept. L'accord ne prévoit pas, à proprement parler, de créer une structure opérationnelle conjointe du type de la brigade franco-allemande au sein de l'Eurocorps dont, au demeurant, l'armée britannique ne fait pas partie.

Il complète néanmoins une coopération établie en 1994, après le jumelage de troupes terrestres de la Force d'action rapide (FAR) française avec la Field Army et des formations amphibies. En 1995, les deux pays ont constitué le groupe aérien européen franco-britannique (GAEFB), qui est essentiellement un état-major commun à leurs armées de l'air, et, en 1996, a été conclu un accord de coopération navale.